

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**  
**(7<sup>e</sup> édition. – Mai 2005)**

**AVENANT N° 7 DU 16 FÉVRIER 2006**  
**RELATIF AU CHANGEMENT DES COEFFICIENTS PLANCHERS**  
**DE LA CATÉGORIE EMPLOYÉS**

NOR : *ASET0650398M*  
IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

Le syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC ;

La fédération des syndicats CFTC commerce, services et force de vente ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études CGT ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO,

D'autre part,

Sous la présidence du conseiller technique au ministère de l'emploi, de la  
cohésion sociale et du logement,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 15.2 de la convention collective du 8 juin 2001 est modifié ainsi  
qu'il suit :

- le premier sous-titre « Niveau 1, E 1 – Coefficient : 100 » est remplacé  
par le texte suivant : Niveau 1, E 1 – Coefficient : 110 ;

- le deuxième sous-titre « Niveau 2, E 2 – Coefficient : 108 » est remplacé par le texte suivant : Niveau 2, E 2 – Coefficient : 115 ;
- le troisième sous-titre « Niveau 3, E 3 – Coefficient : 117 » est remplacé par le texte suivant : Niveau 3, E 3 – Coefficient : 120.

## **Article 2**

### *Procédure de mise en œuvre*

Cette procédure doit être mise en œuvre avant de procéder à l'augmentation des salaires en application de l'accord de salaires signé ce même jour.

Le changement de coefficient plancher de chacun des niveaux de la catégorie employés ne constitue pas en lui-même une augmentation de salaire : il s'impute en priorité sur tous les éléments de salaire confondus antérieurement perçus par le salarié (complément SMIC, coefficient de base plus élevé, points complémentaires, compléments en espèces), à l'exception des points de formation prévus à l'article 29.1.3.

La modification des coefficients planchers n'entraîne donc pas d'augmentation de rémunération pour :

- les salariés classés E 1, dont le salaire mensuel brut, hors points de formation, est égal ou supérieur à 1 240 €, à la date de signature du présent avenant ;
- les salariés classés E 2, dont le salaire mensuel brut, hors points de formation, est égal ou supérieur à 1 297 €, à la date de signature du présent avenant ;
- les salariés classés E 3, dont le salaire mensuel brut, hors points de formation, est égal ou supérieur à 1 353 €, à la date de signature du présent avenant.

## **Article 3**

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2006.

Il sera déposé, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés, au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émargée par tous les membres du personnel. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 133-8 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 16 février 2006.

(Suivent les signatures.)